

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 21/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT SA

Rte des usines
38390 Montalieu-Vercieu

Références : 20240419-IS080SS
Code AIOT : 0006100833

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement VICAT SA implanté ENIEU 38390 Bouvesse-Quirieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT SA
- ENIEU 38390 Bouvesse-Quirieu
- Code AIOT : 0006100833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Enieu est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2009-08759 du 20 octobre 2009

modifié par l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-09-19 du 28 septembre 2017 pour les rubriques suivantes :

- n°2510 pour une carrière d'une capacité de production annuelle maximale de 2 500 000 t ;
- n°2515 pour une puissance installée de machines concourant au fonctionnement de l'installation de 1 329 kW ;
- n°1311-2 pour un dépôt d'explosifs d'une capacité de 3 t.

La production du site est destinée à alimenter la cimenterie de Montalieu.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, articles 7.4 et 14.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 24/08/2008, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 10	Sans objet
3	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 11-II	Sans objet
4	pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 19.5 et 19.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités majeures.

L'exploitant doit mettre en place le suivi de l'onde surpression aérienne sur au moins un point de mesure et prendre contact avec la DDT pour le suivi du phasage du défrichement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <p>pH compris entre 5,5 et 8,5</p> <p>MEST : < 35 mg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux < 10 mg/l</p> <p>DCO < 125 mg/l</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnel au débit sur 24h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des analyses ont été réalisées le 2 avril 2024 par la société Socotec sur les deux rejets du site.</p> <p>Les rejets sont des eaux de ruissellement collectées sur le carreau et les pistes. Ces eaux sont dirigées vers des bassins de décantation avant rejet vers l'étang de Montclus (1er rejet) et l'étang RD1075 (2eme rejet).</p> <p>Le 2eme rejet récupère également les eaux issues du débourbeur-déhuileur et les eaux issues de la zone des installations.</p> <p>Les résultats des analyses n'appellent pas d'observations.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de faire corriger par SOCOTEC les valeurs limites maximales mentionnées sur les rapports qui sont erronées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.4 et 14.2
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables et dans le créneau d'heures suivant : 10 h –11h30 – et 14h-16h30. Le plan de tir est tenu à disposition du DRIRE . En cas d'incident, la plage horaire peut exceptionnellement être de 10 h à 18 h. Après prise de possession des lieux par le concessionnaire de l'autoroute, les tirs auront lieu à plus de 140 mètres de l'emprise de la A 48 et les fronts seront orientés afin qu'il n'y ait pas de risque de projection de pierres. L'enregistrement sera réalisé à chaque tir. Pour les tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.
Constats : L'inspection constate que depuis le 1er janvier 2024, 71 tirs ont été réalisés. Tous les tirs font l'objet d'un enregistrement afin de contrôler les vibrations. Aucun tir ne présente de vitesse particulière supérieure à 1,4mm/s. L'inspection constate que l'onde de surpression aérienne n'est pas enregistrée depuis plusieurs mois. La prescription relative au projet autoroutier est obsolète, ce projet ayant été abandonné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place l'enregistrement de l'onde de surpression sur au moins un point de mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 11-II
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilo pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec -). Les périodes de pannes ou d'arrêts des

<p>dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.</p> <p>En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 150 mg/Nm³. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi heure.</p> <p>Concasseur primaire : valeur limite pour le débit gazeux : 49100 Nm³/h</p> <p>Flux de poussières : 1,5 kg/h</p> <p>La périodicité des contrôles sera annuelle pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses. Ces contrôles sont effectués selon les méthodes normalisées et par un organisme agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mesure de 2024 n'est pas encore réalisée - la mesure 2023 (20 avril 2023) montre que les rejets issus du filtre à manches du concasseur sont conformes.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les « exploitations » de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le plan de surveillance est en place et que la périodicité est restée</p>

trimestrielle. Le rapport annuel 2023 a été examiné. Les résultats n'appellent pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2008, article 4
Thème(s) : Autre, défrichement
Prescription contrôlée : La société VICAT transmettra à la DDAF un CR des surfaces effectivement défrichées tous les 5 ans, dans les 6 mois suivant la date anniversaire de la délivrance de l'AP
Constats : L'inspection constate que l'exploitant n'a pas encore pris contact avec la DDT alors que cette observation a déjà été formulée lors de l'inspection 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de contacter la DDT afin de lui transmettre le compte-rendu des surfaces défrichées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois